

en situation de guerre ?

(1^{re} partie)

d'état-major opérationnel, installé en avril 2010 à Tamanrasset, pour coordonner les efforts de lutte contre le terrorisme, et ce, malgré qu'elle eût signé, en mars 2010 à Alger, une déclaration commune «d'une ferme condamnation» du terrorisme et d'actions «individuellement et collectivement pour éradiquer ce phénomène» (28).

A l'évidence, l'objectif de la Libye n'était pas de lutter contre le terrorisme mais d'étendre son influence au Sahel et d'imposer son leadership dans la région, à travers la construction d'un «royaume sahélo-saharien»! Le discours d'Ourabi de 1981 inaugure les fondements de cette construction avec une intense activité subversive. L'appel de Tombouctou (29) d'avril 2006 pour l'organisation d'une «entité commune» en direction du «mouvement des jeunes Touaregs», la conférence d'Ourabi de 2008, où M. Kadhafi déclare que «nous sommes tous des Touaregs

arabes, dans cette région !» confirment cette volonté d'asseoir son hégémonisme.

Cet activisme libyen dans la région est spécialement conçu contre les puissances néocoloniales (Royaume-Uni et la France) mais la France en particulier (30), adversaire principal en Afrique de l'Ouest, pour conclure, avec elle, une relation de «partenariat concurrentiel» (31), comme ce fut le cas au Tchad. Enfin, il fallait également contrecarrer l'influence de l'Algérie dans la région (cet élément non pris en considération par les autorités), même si, pour cela, il fallait augmenter encore plus l'instabilité et la vulnérabilité de la région.

Au niveau bilatéral, M. Kadhafi a pris ses distances vis-à-vis de notre pays, dès la

mort du président H. Boumediène (32), en 1979, se présentant comme un allié un jour puis un ennemi le lendemain (33), en fonction de ses intérêts objectifs (34) et notamment territoriaux et pétroliers.

Durant la «décennie noire» en Algérie, la Tunisie a été un des rares pays à maintenir sa frontière ouverte aux Algériens et à accueillir ses réfugiés (les très aisés, en général) qui fuyaient le terrorisme, confortant ainsi son image internationale de «havre de paix et de prospérité», contrairement à «la boucherie algérienne».

L'affaiblissement intérieur de l'Algérie va lui laisser le champ libre pour toutes ses actions hégémoniques dans la région (pressions diplomatiques, offres de médiation dans les conflits interafricains, soutien aux mouvements touaregs d'opposition, investissements et coopération classique). Sa montée en puis-

sance va l'amener à croire et à accroire (35) qu'il est devenu le leader d'une «grande puissance régionale» et qu'il peut, par conséquent, faire «bouger les curseurs» établis par les grandes puissances dans la région. Il offre, dès lors, à ces pays (le Royaume-Uni et la France, en particulier), une occasion inespérée de l'éliminer, voire de le faire assassiner (lui et son régime), de solder définitivement les contentieux et de reprendre solidement racine dans ce sol aux énormes richesses et potentialités (36).

Cette guerre en Libye marque «le retour de l'Otan comme puissance militaire en Afrique du Nord» comme l'affirme avec raison H. Roberts (37), en même temps qu'elle pose le problème des nouvelles mis-

sions de l'Otan dans le monde et, partant, de la relation que doit entretenir notre pays avec cette institution militaire multinationale incontournable. Les autorités actuelles, qui viennent tout juste de reconnaître le CNT, n'ont pas choisi de jouer la carte des relations historiques multidimensionnelles qui lient nos deux peuples et qui sont un socle inépuisable de forces centripètes bilatérales, afin de préserver nos intérêts communs et de baliser l'avenir.

Elles ont préféré les jeux sordides et sournois des «appareils» et des «relations personnalisées»... Le résultat est aujourd'hui connu et les responsabilités établies, ce qui nous oblige à nous questionner : quels intérêts ont-elles été contraintes de défendre (38) ?

**M. G. (à suivre).
m.goumiri@live.fr**

(*) L'Association des universitaires algériens pour la promotion des études de sécurité nationale.

(1) Il s'agit de la région montagneuse algéro-malo-nigérienne, enserrée entre le massif du Tassili Ouan-Ahaggar à l'est et celui d'Adagh des Ifughas à l'ouest, à 520 km au sud de Tamanrasset, à 2 400 km d'Alger mais à seulement 300 km de Kidal (au Mali).

(2) Avant cette date, cette région dépendait de la 4e Région militaire, située à Ouargla, distante de quelque 1 300 km.

(3) Proche du Mont Tahat (2 918 m), cette ex-base française de commandement (ex Saint-Laurent) soutenait les opérations d'essais nucléaires de la base d'In Eker.

(4) La guerre assez courte de 1963, dite «des sables», est déclenchée par le roi Hassan II, pour des revendications territoriales non satisfaites, dans la région de Colomb-Béchar et de Tindouf. Cette guerre (où des milliers d'Algériens sont morts) a surtout jeté, dans les relations algéro-marocaines, une suspicion légitime indélébile et des arrière-pensées réciproques durables, pesant toujours sur nos relations.

(5) La monarchie alaouite et certains partis politiques (El-Istiklal) ont toujours considéré que le territoire du «Grand Maroc» s'étendait du fleuve Sénégal à la Méditerranée, englobant la Mauritanie, le Sahara occidental (colonisé par l'Espagne), les régions algériennes s'étendant jusqu'à la ville d'Adrar, ainsi que les subsides, sous autorité espagnole, de Ceuta (face à Gibraltar) et de Melilla (près de Nador), en Méditerranée.

(6) La proposition du roi Hassan II au président M. Boukharouba (Houari Boumediène) fut de céder à l'Algérie un «couloir territorial» d'accès sur l'océan Atlantique. Le président algérien refusa cette proposition, privilégiant le principe consacré par l'ONU et la Cour internationale de justice (avis du 16 octobre 1975) du «droit des peuples à l'autodétermination».

(7) La ligne Challe, du nom du général français, instigateur de cette ligne de défense contre les intrusions des troupes de l'ALN, durant la guerre de Libération nationale, n'a jamais été démantelée, comme d'ailleurs la bande de «no man's land» qui existe entre les deux postes frontaliers.

(8) Quelque 30 000 ressortissants marocains vont être expulsés, manu militari, sans aucun recours en 1975, de peur de la menace dite «de la cinquième colonne». L'agriculture algérienne a encaissé le coup, dans la mesure où beaucoup d'entre eux étaient des ouvriers agricoles, sans compter les drames humains dont personne ne se souciait.

(9) Suites aux attentats terroristes de Casablanca de 1994, le roi Hassan II, à travers Driss Basri, va accuser officiellement les ser-

vices secrets (SM) algériens de les avoir organisés et en représailles, décision fut prise d'expulser, manu militari, tous les Algériens résidents ou non, se trouvant sur le territoire marocain, les spoliant, au passage, de tous leurs biens et d'instaurer un visa d'entrée au Maroc pour les Algériens. En réaction, l'Algérie décide de fermer la frontière terrestre. Il faut noter qu'à ce jour et même après le procès des instigateurs de l'attentat, le Maroc n'a pas officiellement disculpé l'Algérie de cet attentat (assez similaire, d'ailleurs, à l'attentat de la place El-Fna à Marrakech, cette année).

(10) Cette caractéristique est clairement inscrite dans les budgets réservés aux forces armées et notamment pour l'acquisition de matériels militaires, toutes armes confondues, d'où l'expression de «course aux armements» dont sont affublés les deux pays. Afin de maintenir cet équilibre, les USA viennent de vendre au Maroc «pays frère», des missiles Amraam 120c pour équiper leurs 24 F16, au nom de la «stabilité de la région», déclare, en visite officielle à Alger, R. Maxwell, sous-secrétaire d'Etat-adjoint, chargé du Maghreb et qui, cyniquement, se dit prêt à vendre des armes à l'Algérie, l'autre «pays frère» !

(11) Tous les produits subventionnés en Algérie font l'objet d'un trafic systématique (essence, gas-oil, huiles, café, sucre, bétail, semoules, pâtes). En outre, le Maroc détient le triste record de premier producteur mondial de cannabis, ce qui lui génère un chiffre d'affaires annuel évalué à 2 milliards de \$ US. Il se trouve que les plantations les plus abondantes se situent à l'est (dans le Rif), le long de la frontière algéro-marocaine.

(12) Le Front Polisario va lancer des opérations de guérilla dévastatrices contre les deux pays, provoquant le retrait de la Mauritanie (maillon faible de la coalition), du territoire qui lui a été attribué et l'annexion totale du Sahara occidental par le Maroc.

(13) La République arabe sahraouie démocratique créée en février 1976.

(14) C'est la première fois que le Maroc accepte des négociations directes avec la RASD, dernier cas de décolonisation au monde, ce qui équivaut à sa reconnaissance de facto.

(15) A cet endroit également, il faut noter que la ligne de défense Maurice, construite par l'armée française, n'a été que partiellement démantelée (la France vient de restituer, à notre pays, trente ans après, ses plans du minage).

(16) Des centaines d'activistes furent pendus sous le régime de Bourguiba.

(17) Notons que de tout temps, c'est cette Tunisie du Sud-Ouest qui a mené toutes les

révoltes et notamment la dernière, puisque Kasserine, où le Martyr Bouazizi s'est immolé, est juste à la frontière algérienne.

(18) L'analyse objective et chiffrée nous démontre que cette intégration s'est réalisée, en fait, au détriment de milliers de PME/PMI tunisiennes, qui ont dû fermer avec ses répercussions sur l'emploi, contre de modiques gains en contrepartie pour les sociétés exportatrices. Le secteur du tourisme, quant à lui, a crû grâce à la clientèle hors UE et notamment algérienne.

(19) Il est clair maintenant qu'un coup d'Etat de palais, mené par le général Sériati et l'épouse du président, a été à l'origine de son «départ forcé», sans destination apparente, puis, après négociations, vers l'Arabie saoudite.

(20) Des flux monétaires importants traversent les frontières, fuyant la justice tunisienne qui poursuit les personnalités impliquées dans divers détournements, sous le règne de Ben Ali. En outre, beaucoup des détenus algériens, de droit commun, se sont enfouis des prisons tunisiennes.

(21) Sous domination ottomane relative, dès 1551, la Libye va être colonisée par les Français, les Italiens et les Anglais, jusqu'au 21 novembre 1949, date à laquelle l'ONU accorde l'indépendance à l'Etat fédéral de Libye, constitué de trois provinces (la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan). L'émir Mohamed Idris al-Mahdi al-Senoussi va régner sur ce pays avec le titre de roi Driss I^{er}, le 24 décembre 1951. Il est renversé par le colonel M. Kadhafi, suite à un coup d'Etat, le 1^{er} septembre 1969 et le 11 décembre 1969, la République arabe libyenne est proclamée.

(22) Conseil national de transition, composé essentiellement des tribus de la Cyrénaïque.

(23) Le roi Driss I^{er} s'est engagé aux côtés de l'Algérie, au cours de la guerre de Libération et a abrité les structures du MALG (la base Didouche) notamment.

(24) Il va se proclamer «Guide» de la «Jamahiriya», voulue comme une gouvernance directe par le peuple, à travers les «comités populaires», écrire (à l'image du grand timonier Mao Tsé Toung) et éditer un «Livres vert» pour diffuser ses idées, qui, disait-il, «font la synthèse entre le capitalisme et le socialisme» !

(25) François Soudan : *Le retour du parain*, in *Jeune Afrique* du 9 juin 2008.

(26) Il s'agit de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad, du Burkina-Faso, de la Guinée.

(27) Le CEN-SAD s'assigne pour objectif de faciliter les relations économiques, sociales, culturelles et culturelles entre les Etats membres et les Etats africains et arabes.

(28) Fayçal Métaoui : «L'instabilité du Sahel n'est pas née du néant», in *El-Watan* du 2 juillet 2010, p. 05.

(29) Cette ville située sur la partie nord du fleuve Niger, à plus de 700 km de Bamako, est considérée comme la capitale économique, sociale et religieuse de la région nord du Mali.

(30) La coalition militaire franco-britannique, qui a permis la chute de M. Kadhafi et de son régime, en volant «au secours» du CNT, n'est pas fortuite. Leurs intérêts vitaux respectifs étaient directement menacés dans la région, ce qui explique les réserves initiales des USA à s'impliquer dans le conflit.

(31) René Otaïek : *La politique africaine de la Libye*, Ed. Karthala, Paris, 1986, p. 154.

(32) M. Kadhafi a mis à la disposition de l'armée algérienne, en 1973, les bases navales et aériennes de Benghazi, pour permettre à l'ANP de soutenir l'armée égyptienne, durant la guerre du Ramadan contre Israël.

(33) Il a pris fait et cause, par exemple, pour l'autodétermination du peuple sahraoui, à un moment donné, avant de se renier après et épouser les thèses annexionnistes marocaines.

(34) M. Kadhafi a toujours revendiqué toute la région s'étendant d'In-Amenas à Illizi (ex-Fort Polignac), riche en hydrocarbures, sur la base juridique de l'accord signé entre Mussolini et P. Laval en 1935.

(35) Certaines similitudes avec H. Saddam sont troublantes, lui que l'Occident présentait comme une puissance régionale avec une armée puissante (5^e au monde)... L'effondrement de ces deux armées est à méditer dans tous les états-majors.

(36) La reconstruction de la Libye crée déjà des tensions entre les intérêts anciens (Italie, Royaume-Uni, France, USA...) et ceux nouveaux (Chine, Russie, Corée, Japon). A l'évidence, la distribution des contrats juteux de reconstruction se réalisera en fonction du contrôle, exercé par ces pays, sur la composition du CNT et non pas en fonction de la concurrence entre les entreprises multinationales, quant à l'orientation politique une «République islamique» se dessine.

(37) Professeur Hugh Roberts de la Tufts University, in Séminaire El-Watan, «Le printemps arabe», Alger, septembre 2011.

(38) Ghazi Hidouci soutient, dans une interview accordée à Algeria-watch.com, en date du 27 septembre 2011, que «si la situation actuelle en Libye devait persister, dans la réalité sociopolitique structurellement déstabilisée de l'Algérie, ce gouvernement ne pourra pas éviter de devenir le supplétif de la stratégie occidentale au Maghreb».